

Les enseignants mobilisés du lycée Gustave Eiffel aux parents,

La semaine dernière, nos élèves se sont rassemblés en assemblée générale à l'initiative de leurs élus du CVL (Conseil de la vie lycéenne) et ont voté un blocage de l'établissement pour empêcher la tenue des épreuves des E3C. Cette AG faisait suite à la rédaction en début de semaine d'une lettre à l'attention du proviseur et du ministre de l'Education Nationale, qui a recueillie 584 signatures parmi les élèves de l'établissement. Cette lettre exprimait les revendications des élèves, contre des épreuves qu'ils qualifient de prématurées et d'inégalitaires. Aucune réponse digne de ce nom ne leur a été faite.

Hier, lundi 27 janvier, les élèves ont donc bloqué le lycée. Le mouvement a été massif, festif et pacifique, sans débordements aucun et dans le respect de tous. Vos enfants ont exercé leur conscience citoyenne, dans une volonté de lutter contre les inégalités du bac, pour eux et pour tous. Par ailleurs, ce qui s'est passé hier au lycée n'est pas un cas isolé, et des mobilisations semblables ont pris place dans de nombreux lycées de France. La semaine dernière, 54 lycées ont ainsi annulé leurs épreuves d'E3C face à la mobilisation des élèves et des enseignants opposés à leur tenue

Malgré cette mobilisation et une grève des surveillances de notre part, l'administration a fait le choix de maintenir les épreuves, **alors même qu'à peine une vingtaine d'élèves se trouvaient dans l'établissement.** Aucune tentative de dialogue n'a été établie, ni avec les élèves, ni avec les professeurs, ce que nous déplorons. De plus, des informations tronquées et erronées ont été diffusées aux parents : contrairement à ce qui a été dit, très peu d'élèves ont composé, le blocus était massif et les élèves ne faisaient que protester pacifiquement pour plus d'égalité et une meilleure considération. **Nous condamnons ces pratiques, qui mettent en péril la confiance que vous, parents, et vos enfants accordez à l'école.**

Nous, professeurs du lycée Gustave Eiffel, nous opposons par la grève à la tenue de ces épreuves. Nous les jugeons inégalitaires. Nous estimons que les conditions de passation, après seulement 4 mois de cours, font reposer sur les épaules de vos enfants une pression démesurée et constante. Nous dénonçons des conditions de correction problématiques alliées à des indemnités de correction indignes. Enfin, nous condamnons des conditions de travail intenable, soumis à des programmes trop chargés et à un rythme d'apprentissage déconnecté des réalités du terrain.

Pour toutes ces raisons, et face au silence qui nous est opposé, nous prenons la décision de poursuivre la grève des surveillances, pour une éducation plus juste et au service de toutes et tous.

